



**PRÉFÈTE
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

Florence Chenu

Bar-le-Duc, le 23/03/2023

Service Santé, Protection Animales
et Environnement

Réf. : DDETSPP55-2023- 00406

Code AIOT : 0055500642

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA les Sources du Vidus

pré de l'usine
55190 VOID-VACON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement SCEA les Sources du Vidus implanté pré de l'usine 55190 Void-Vacon. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait partie du plan de contrôles pluriannuel des établissements soumis à autorisation et de l'action nationale 2023 "Pisciculture".

Par ailleurs, la société civile d'exploitation agricole (SCEA) LES SOURCES DU VIDUS a déposé une demande d'autorisation environnementale pour augmenter la production de sa pisciculture (passage de 50 à 100 tonnes par an).

Cette visite est également réalisé dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA les Sources du Vidus
- pré de l'usine 55190 Void-Vacon
- Code AIOT : 0055500642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Tél : 03.29.77.42.27 - Mèl : florence.chenu@meuse.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
11 rue Jeanne d'Arc – CS 50612 - 55013 Bar le Duc Cédex

Tél. : 03 29 77 42 00 – Courriel : ddetspp-directeur@meuse.gouv.fr

La pisciculture des Sources du Vidus est implantée depuis 1997 sur le territoire de VACON (commune de VOID-VACON).

- Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle bénéficie d'une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 29 février 1996, modifié par arrêté préfectoral du 12 octobre 2000, pour une production annuelle maximale de 50 tonnes par an de salmonidés d'eau douce présents en France et de lottes de rivière.

- Au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages hydrauliques de la pisciculture bénéficient d'un droit d'eau fondé en titre du fait de la présence d'une ancienne papeterie sur la carte de Cassini. La consistance de ce droit est déterminée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 1859 qui fixe notamment le niveau légal de la retenue et les capacités de décharge des ouvrages.

La SCEA LES SOURCES DU VIDUS a repris l'exploitation de la pisciculture fin 2013. Cette pisciculture fait partie des sites prioritaires du plan de progrès pour la pisciculture dont le protocole a été signé le 13 février 2015 pour permettre le développement de l'aquaculture en France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants:

- Action nationale 2023 "pisciculture".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Débit dérivé et débit réservé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Passer à poissons	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
14	Matières recueillies au niveau de la grille d'entrée	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours
15	Matières recueillies à l'issue des vidanges des bassins	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Tél : 03.29.77.42.27 - Mél : florence.chenu@meuse.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

11 rue Jeanne d'Arc – CS 50612 - 55013 Bar le Duc Cédex

Tél. : 03 29 77 42 00 – Courriel : ddetspp-directeur@meuse.gouv.fr

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 1	/	Sans objet
6	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	/	Sans objet
7	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	/	Sans objet
9	Registre du débit dérivé et du débit réservé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Poissons morts	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	/	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17	/	Sans objet
13	Stockage des aliments	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence de nombreuses non conformités dont la plupart ont déjà été relevées antérieurement. Le programme de surveillance des rejets aqueux de la pisciculture est inexistant et la passe à poissons demeure inopérante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Capacité de production
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/02/1996 fixe la capacité de production maximale à 50 tonnes par an. Pour l'année 2022, un tableau manuscrit est présenté, indiquant les entrées /sorties par mois en poids. Le total des sorties est de 51 132 kg de poissons. L'exploitant n'a pas présenté de tableau pour l'année 2021 malgré la demande faite dans le mail d'annonce du 01/03/2023. Suite à l'inspection, une demande par mail a été faite à l'exploitant pour avoir une copie des tableaux 2022 et 2021. Les copies n'ont pas été fournies. Les pièces versées au dossier de la demande d'autorisation environnementale pour une augmentation de production indiquent une production déjà acquise de 100 tonnes par an. En conclusion, les données de capacité de production sont incohérentes et non justifiées. Il n'est pas possible de vérifier si la production maximale indiquée dans l'arrêté préfectoral est respectée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débit dérivé et débit réservé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2023, Implantation – Aménagement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats : L'exploitant a mis en place une échelle limnimétrique au niveau de la dérivation des eaux du Vacon vers la pisciculture. Toutefois, le calibrage de l'échelle n'a pas été validé si bien qu'il n'est pas possible d'évaluer le débit dérivé.

De même, le débit réservé dans le bras court-circuité du cours d'eau n'a pas pu être évalué. L'arrêté préfectoral du 29/02/1996 fixe sa valeur à 30 l/s ; le débit restitué paraissait faible. Par ailleurs, des matériaux encombraient le bras court-circuité : grosses pierres, tronc d'arbre, mousses et algues.

À noter que le site de la pisciculture possède un droit d'eau, fondé en titre, réglementé par l'arrêté du 11/04/1859. Une plaque de niveau légal de retenue est scellée sur la face aval du pont de Sauvoy. Lors de la visite, le niveau d'eau était en-dessous de la cote maximale à ne pas dépasser.

Des grilles fixes en entrée et sorties de bassins empêchent la libre circulation des poissons de la pisciculture dans le cours d'eau. Cependant, à proximité de l'écloserie, un bac débordait et l'eau se déversait dans le cours d'eau entraînant des alevins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2023, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 15. Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés. Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).
Constats : Les eaux rejetées dans le cours d'eau ne sont pas traitées. Les résultats des contrôles du pH et du taux de saturation en oxygène dissous en sortie de pisciculture ne sont pas présentés. L'arrêté préfectoral fixe des valeurs limites en DBO5, MES, NH4 et phosphore mais n'impose le contrôle de ces paramètres que sur l'eau de rivière. Deux analyses des eaux dans le cours d'eau en aval de la pisciculture ont été réalisées par l'exploitant en mai 2022 et août 2022 et ont été enregistrées dans GIDAF (au lieu de 4/an comme fixé dans l'arrêté préfectoral). Seuls les paramètres DBO5, NH4 et phosphore ont été analysés en ponctuel : les valeurs fixées dans l'article 3 de l'arrêté préfectoral sont dépassées pour NH4 (>0.1 mg/l). Aucune analyse n'a été réalisée en 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2023, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée. Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents. Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- identification des parcelles (références cadastrales et surface totale et épandable) regroupées par exploitant ;- identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;- localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;- systèmes de culture envisagés (culture en place et principales successions) ;- caractérisation des effluents à épandre (nature, quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique dont leur teneur en azote et en phosphore avec indication du mode d'évaluation de cette teneur [analyses ou références]) ;- doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de cultures en utilisant des références locales ;- calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Les boues doivent être épandues sur le même bassin versant ou un autre bassin versant sous réserve de l'accord des services compétents. L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition des services d'inspection compétents. Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues est prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage. Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet. [...]
Constats : M. Billman informe que les boues issues des bassins sont enlevées une fois par an par Monsieur Bernard Leroux, agriculteur, qui les épand sur des terres agricoles mais la SCEA LES SOURCES DU VIDUS n'a pas de plan d'épandage à jour ni de convention d'épandage des boues avec M. Leroux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Poissons morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.
Constats : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans 2 congélateurs. Ils sont placés dans le bac d'équarrissage lorsque la société Atemax vient les prendre en charge (une fois par mois).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécurité – Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Constats : L'exploitant informe qu'un électricien intervient en cas de besoin sur le site mais que ce dernier n'est pas habilité à procéder aux vérifications périodiques des installations électriques. L'exploitant s'engage à faire procéder rapidement aux vérifications des installations électriques du site de la pisciculture. Un fil électrique pend dans le vide au niveau de l'abri où se trouvent les congélateurs. Il y a deux extincteurs (bureau et sous-sol) qui ont été vérifiés en décembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p> <p>Constats : L'exploitant informe qu'une partie des éléments du dossier de la pisciculture se trouve à son domicile en Alsace. Pour l'inspection, il n'a apporté que quelques documents. L'inspection constate notamment l'absence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du registre d'élevage complet à jour tel que prévu par la réglementation en vigueur, - des résultats de la totalité des analyses et mesures d'autosurveillance portant sur les rejets et des débits.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.</p> <p>Le cahier d'épandage comprend, le cas échéant, un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.</p> <p>Constats : Absence de convention signée entre l'exploitant de la pisciculture et l'agriculteur qui prend en charge les boues des bassins. Absence de cahier d'épandage, absence de bordereaux de livraison des boues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Tél : 03.29.77.42.27 - Mél : florence.chenu@meuse.gouv.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

11 rue Jeanne d'Arc – CS 50612 - 55013 Bar le Duc Cédex

Tél. : 03 29 77 42 00 – Courriel : ddetspp-directeur@meuse.gouv.fr

N° 9 : Registre du débit dérivé et du débit réservé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté le registre ou les résultats de suivi des débits dérivés et réservés qui doivent être relevés à minima tous les 15 jours .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet. La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an. Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté son programme d'autosurveillance ni les résultats des mesures rapides de NH4+ et NO2- à faire tous les mois, voire tous les 15 jours en période d'étiage. Il n' a pas présenté de registre ou classeur contenant les 3 dernières séries d'analyses, les seules analyses réalisées par un laboratoire agréé sont celles des prélèvements ponctuels effectués dans le cours d'eau en aval de la pisciculture en mai et août 2022. Absence de résultats d'analyse sur 24h en différentiel amont/aval en 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Passe à poissons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Continuité écologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La circulation normale des salmonidés en rivière ainsi que la remontée des reproducteurs vers les sources resteront assurées en permanence.
Constats : La passe à poissons actuelle a été jugée non fonctionnelle par l'office français de la biodiversité. Lors de la visite, aucun poisson n'a été observé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17
Thème(s) : Actions nationales 2023, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux modalités prévues au niveau départemental.
Constats : Les bouteilles d'oxygène sont reprises par le fournisseur. Les sacs d'aliment sont mis à la déchetterie une fois par semaine. Les déchets de type vétérinaire sont repris par le vétérinaire. Les bidons de traitement des poissons sont repris par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Stockage des aliments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, Environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement utilisera exclusivement des aliments secs et devra disposer d'installations spécifiques pour la conservation des aliments avant utilisation. Ces installations seront inaccessibles aux rongeurs, des appareils de piégeage devront y être disponibles en permanence.
Constats : Les aliments sont stockés sur des palettes et conservés à l'abri de la pluie sur une surface propre. Il n'y a pas d'appât ou de piégeage mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Matières recueillies au niveau de la grille d'entrée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières recueillies au niveau de la grille d'entrée de la pisciculture (branches, feuilles...) ne devront pas être rejetées dans la rivière.
Constats : L'exploitant a mis en place un dégrilleur pour récupérer les algues et mousses au niveau du prélèvement d'eau pour la pisciculture ; le dégrilleur récupère les détritiques et les dépose dans une goulotte en aluminium en forme de gouttière de 40 cm de large et 20 m de long environ posée sur l'herbe. Les déchets verts sont ensuite versés dans le bras du débit réservé formant ainsi embâcles et accumulations diverses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

N° 15 : Matières recueillies dans les bassins vidangés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières recueillies à l'issue de la vidange des bassins sont récupérées pour être épandues.
Constats : Le jour de la visite, des bassins vidangés étaient en cours de nettoyage par 2 employés. Les matières recueillies ont été rejetées au cours d'eau.
Observations : L'exploitant précise que les produits recueillis sont naturels de type "algues".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 jours

